

Secrétariat Sessions
Marie Christine POIRIER
☎ 01.40.14.34.34

☒ CCE BNP PARIBAS
CSD03A1
75450 – PARIS CEDEX 09

**Extrait du Procès-Verbal de la Séance Plénière
du Comité Central d'Entreprise de BNP Paribas du vendredi 13 avril 2018**

1. Avis du CCE sur la politique sociale de BNP Paribas SA, les conditions de travail et l'emploi (bloc 3)

La Représentante syndicale SNB

« Les années se suivent et se ressemblent, la commission Ressources Humaines nous a permis d'aborder à nouveau les nombreux sujets relatifs aux conditions de travail, à l'Emploi et dans son ensemble, à la politique sociale de l'entreprise. Malgré votre engagement renouvelé sur le pacte social, il faut aller plus loin dans l'accompagnement de tous les collaborateurs impactés de près ou de loin par tous les projets en cours car les inquiétudes persistent :

- Des effectifs en baisse dans les métiers en relation avec la clientèle entraînant un accroissement de la charge de travail et du stress. Auquel s'ajoutent les départs à la retraite non remplacés ;
- Un taux d'absentéisme toujours aussi élevé ;
- Un recours toujours plus élevé aux contrats courts (CDD, intérim, assistants extérieurs) alors même que les budgets destinés à l'embauche des CDD pour remplacement des congés maternité ne sont pas intégralement utilisés ;
- Des durées de postes qui s'allongent et des révisions de situation encore trop espacées ;
- Un manque de visibilité sur les métiers et les parcours de compétences expliquant pour partie la hausse sensible des démissions dans les premières années d'exercice professionnel ;
- Un durcissement des conditions de prise en charge de la mobilité géographique ;
- Une hausse des formations obligatoires et réglementaires qui limite le temps consacré à son employabilité et une charte sur le e-learning trop peu respectée ;

Sur l'aspect diversité, nous débattons chaque année des mêmes sujets sans que les lignes ne bougent vraiment : concrètement, nous ne voyons pas de politique franche se mettre en mouvement, en regard des belles intentions et des objectifs affichés en termes de mixité des parcours et de promotion des femmes, notamment aux niveaux stratégiques du Comex et du pilotage. Le différentiel des rémunérations entre les hommes et les femmes se réduit si lentement qu'il faudrait plusieurs décennies afin de le voir disparaître si aucune politique sérieuse n'est menée. La RSE reste une vitrine au niveau National mais nous constatons chaque année peu d'actes concrets sur le terrain. Nous émettons donc un avis défavorable et vous demandons de donner une nouvelle direction à vos ambitions envers vos salariés. »

Le Représentant syndical FO

Nous considérons que des efforts ont été accomplis, mais que ceux-ci ne sont pas suffisants. Par conséquent, nous rendons un avis défavorable.

Le Représentant syndical CGT

« Bien évidemment, les termes de Dialogue Social, d'égalité Femmes Hommes, de formations adaptées et vouées à l'employabilité, de respect du pacte social, de rémunérations attrayantes et même de recrutement ont égayé les différentes journées consacrées à l'analyse du Bloc 3, celui qui régit la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi ; mais au-delà du vocabulaire, c'est effectivement devant un bloc que nous avons dû faire face.

De dialogue social, il se limite au minimum à savoir l'écoute polie!

De formations adaptées, nous n'avons eu de cesse que de vilipender les e-learning, de s'estomaquer devant les inégalités de traitement vis-à-vis des seniors ou des techniciens et de s'interroger sur le volet exclusivement obligatoire traité pour de trop nombreux salariés.

Des rémunérations, hormis les très sensibles gains octroyés aux ténors de BDDF, le reste des choristes en a perdu la voix, même si, soulignons-le, le délai entre deux révisions de situation a exceptionnellement diminué ; l'adverbe exceptionnellement ne marquant pas la diminution du délai mais la rareté de l'événement ! Mais comment s'en étonner, lorsque l'on apprend que la part des rémunérations dans la valeur ajoutée se désagrège continuellement.

Quant au recrutement et à l'emploi, cette année 2017 voit l'entrée marquée dans le plan stratégique RH 2020. Constat sans appel qui voit diminuer les effectifs de près de 2%, en particulier sur le salariat voué au développement commercial et un positionnement inattendu, mais volontaire et orchestré par la troïka européenne, vers les métiers « fonctionnels », un recrutement en baisse et presque exclusivement porté sur l'emploi précaire, une dépendance accrue à l'intérim pour lequel le niveau de toxicité semble atteint chez BDDF Opérations et des démissions en forte hausse qui nous confirme bien que l'attractivité de notre belle entreprise tend à s'effriter.

Aussi, un peu comme sur les uniformes élimés des militaires, nous ne voyons luire que les boutons : les efforts reconnus dans la recherche de l'égalité femmes-hommes ainsi que le maintien et l'accueil de travailleurs porteurs de handicaps.

Un bien mince ravissement devant l'accentuation continue des inégalités et de la précarisation.

Nous n'osons même plus insister devant l'irréel taux d'absentéisme, dont nous considérons comme majeure votre responsabilité, puisque les efforts que nous attendons de vous se résument à des commissions de suivi, des groupes de travail mais aucune remise en cause du management, des charges de travail ou des conditions de travail.

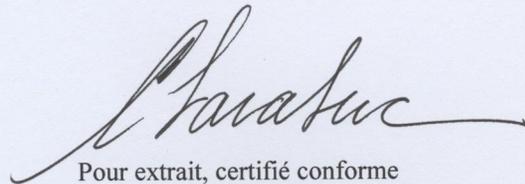
Aussi, concernant ce bloc, la CGT en a fait un blocage et demeure fermement opposée à la précarité et aux inégalités. De ce fait, nous rendons un avis défavorable. »

La Représentante syndicale CFDT

« Comment donner un avis autre que Défavorable :

- Baisse de l'effectif de 578 ETP pour une prévision de + 200.
- Egalité entre les Femmes et les Hommes toujours pas atteinte.
- Fréquence de révision de situation toujours trop importante.
- Taux d'absentéisme « courte durée » en augmentation.
- Non transformation des contrats d alternants en CDI.
- Progression du nombre de sanctions.

Et tout ceci dans un contexte soutenu de transformations très déstabilisantes. »



Pour extrait, certifié conforme
La 1^{ère} Secrétaire adjointe du CCE
Mme Clara SUC